

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

SEPTEMBRE 2006

FINANCES

Les banques font le forcing sur le réaménagement de dette

Selon le cabinet Finance active, cette opération compte au moins autant aux yeux des professionnels que la distribution de nouveaux financements. Les collectivités locales doivent renforcer leur expertise dans ce domaine.

Les Echos - 21/09/2006

FISCALITE LOCALE

Informations relatives aux délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2006 pour application différée

Circulaire du 29 juin 2006, Ministère délégué aux collectivités territoriales. Direction générale des collectivités locales. NOR MCT/B/06/00059/C
Le Moniteur - 08/09/2006

Fiscalité mixte : un premier bilan

La fiscalité mixte est un régime fiscal consistant, pour les établissements publics de coopération intercommunale levant une taxe professionnelle unique (TPU), à percevoir une fiscalité additionnelle sur les ménages (taxes foncières et taxe d'habitation). Ce dispositif fiscal constitue une dérogation à la logique de spécialisation qui, dans la loi du 12 juillet 1999, attribuait aux communes le produit des impôts ménages et aux groupements à fiscalité propre le produit de la taxe professionnelle.
La Revue du Trésor - 30/09/2006

FCTVA / TVA

Les subventions ne sont plus taxables à la TVA

Selon l'instruction fiscale du 16 juin dernier, les subventions et financements versés aux aménageurs dans le cadre des concessions d'aménagement sont réputés non taxables.

Le Moniteur - 15/09/2006

Éligibilité au FCTVA de dépenses réalisées par un mandataire de la collectivité

Les participations versées à une société d'économie mixte chargée de l'aménagement d'une ZAC, pour combler le déficit de l'opération, ne sont pas éligibles au FCTVA dès lors qu'elles n'ont pas de contreparties directes pour la collectivité mais seulement pour objet d'équilibrer les comptes du concessionnaire.

AJDA - 18/09/2006

Versements de subventions aux délégataires: attention à la TVA!

Les subventions n'ont pas à être prises en compte désormais pour le calcul des droits à déduction de TVA.

Le Moniteur - 29/09/2006

Escompter son FCTVA ou l'art de la cosmétique budgétaire

Un établissement bancaire vient de mettre au point une offre d'escompte permettant de percevoir par anticipation le FCTVA des collectivités. Intellectuellement séduisant, le concept se confronte à l'orthodoxie budgétaire et comptable qui désapprouve (sans l'interdire en M14) toute « cosmétique budgétaire ».

La Lettre du Financier Territorial - 30/09/2006

Les nouvelles règles du jeu en matière de TVA dans les services publics locaux : entre nouveaux arbitrages et espérances

Des optimisations de TVA possibles mais liées à la catégorie de service public concernée et au mode de gestion correspondant ainsi qu'aux futures interprétations de l'administration fiscale

La Lettre du Financier Territorial - 30/09/2006

COMPTABILITE

La comptabilisation des subventions publiques en référentiel international

Nous présentons ici un bref aperçu de la norme IAS 20 qui traite de la comptabilisation et de l'information à fournir concernant les subventions publiques en dehors de certains cas d'exclusion spécifiquement visés (§2).

Option Finance - 04/09/2006

Le comptable payeur n'est pas juge de la légalité

CE 13 juillet 2006, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, n° 276135
AJDA - 04/09/2006

La mise à jour des instructions comptables M9

L'instruction de mise à jour des instructions comptables M9 (intitulée Passifs, actifs, amortissements et déprédations des actifs, publiée en janvier 2006) vise à modifier les définitions et le traitement comptable des actifs et des passifs pour les établissements publics nationaux.

Revue Française de Comptabilité - 30/09/2006

La valorisation des comptes du secteur public local par la Direction générale de la Comptabilité publique et le réseau du Trésor Public

Les collectivités territoriales (communes, départements, régions) engagent 58 % des dépenses du secteur public local (1), dont elles constituent un acteur majeur. Augmentées des groupements de communes, c'est plus de 75 % de la dépense locale qui est concernée, avec notamment la montée en charge des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre consécutivement à la loi de 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale. Leur poids économique, comme leur statut d'administration publique, justifient des restitutions financières rapides et de qualité. Grâce à l'informatisation des moyens et l'enrichissement de ses outils d'analyse, la DCCP propose aujourd'hui une offre étendue d'informations.

La Revue du Trésor - 30/09/2006

L'effet de la transaction sur la procédure de gestion de fait

Par cinq décisions récentes (29 novembre 2005, a Deniers de la commune de Paris), la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France vient de clore une importante procédure ouverte en mars 1999. Dans ces espèces, le juge des comptes a confirmé la qualification de gestion de fait par extraction irrégulière des deniers de la ville de Paris en se fondant sur les constatations faites par la juridiction répressive. La chambre régionale a cependant prononcé le non-lieu pour défaut d'intérêt pratique en admettant que le remboursement de la majeure partie des sommes extraites constituait une régularisation.

La Revue du Trésor - 30/09/2006

Pour une généalogie de la LOLF à travers le séminaire "Histoire de la gestion des finances publiques de 1815 à nos jours"

L'histoire des modes de gestion des finances publiques apparaît au cœur de l'évolution du ministère des Finances et plus généralement de l'administration en France. Elle est aussi, depuis l'émergence d'un droit budgétaire lié à l'apparition du Parlement, un des enjeux forts de la démocratie

La Revue du Trésor - 30/09/2006

Vers la mise en œuvre d'une loi organique relative aux lois de finances hospitalières ?

La nouvelle organisation financière de l'Etat votée en 2001 est avant tout l'un des instruments juridiques de la modernisation de l'Etat. A compter du 1er janvier 2006, les administrations de l'Etat ont commencé à mettre en œuvre un budget préparé, analysé et voté, conformément à la loi de finances du 1er août 2001 qui comporte, hormis la rénovation de la comptabilité, deux aspects essentiels : l'identification d'une politique publique ; l'identification d'une culture de résultats. Concrètement, le vote de la loi de finances va considérer en parallèle l'ensemble des dépenses, et non uniquement les dépenses supplémentaires et les aux résultats attendus à partir des moyens. Volet d'une politique d'ensemble de la réforme de l'Etat, la LOLF présente des points communs avec la réforme Hôpital 2007, tant il est vrai que les deux tendent à une refonte de l'action publique.

La Revue du Trésor - 30/09/2006

CONSOLIDATION

La consolidation des risques des collectivités locales en France

Aujourd'hui, malgré les évolutions réglementaires récentes visant à améliorer la transparence de l'information financière des collectivités locales, volonté affichée par le législateur, notamment dans la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR), il reste difficile de cerner de façon exhaustive leur réelle situation financière.

Revue Française de Comptabilité - 30/09/2006

INFORMATIQUE / TIC

Avec la fibre optique, Free voit grand

L'opérateur investira 1 milliard d'euros dans le très haut débit, sans augmenter l'abonnement
Libération - 12/09/2006

Dans l'Indre, NuMAIRIE que relie les administrations pour l'usager

Des communes pilotes expérimentent un nouveau téléservice.
La Gazette des Communes - 11/09/2006

Les élus locaux en première ligne pour soigner la fracture numérique

Soixante-deux collectivités locales ont décidé d'investir 1,1 milliard d'euros pour apporter le haut débit à toute la population.
La Tribune - 13/09/2006

Vers la dématérialisation de la douane

Des entreprises de la cosmétique vont tester une ébauche de plate-forme électronique qui vise à faciliter la vie des importateurs et exportateurs en matière de formalités douanières. Et réduire leurs coûts.
L'Usine Nouvelle - 14/09/2006

E-Administration : un défi à relever pour les intercos

Le rapport de la Cour des comptes de novembre 2005, "L'intercommunalité en France", avait lancé un vif débat sur l'efficacité du processus intercommunal. L'insuffisante mutualisation des moyens et les redondances avaient été mises en lumière
La Gazette des Communes - 18/09/2006

RESSOURCES HUMAINES

Ces cadres du privé qui rejoignent le secteur public

Quitter la jungle du privé et donner du sens à sa vie professionnelle. Ou tout simplement rebondir après un accident de carrière. Ils sont de plus en plus nombreux, ces cadres qui abandonnent le monde de l'entreprise pour entamer une carrière dans le secteur public. Ça tombe bien : sous l'effet conjugué du papy-boom et des récentes réformes de la fonction publique, le secteur public a besoin de compétences venues du privé. Mais gare à l'atterrissage : le choc culturel peut être violent.

Les Echos - 26/09/2006

Conséquence de la prise d'acte de rupture de son contrat de travail par un salarié protégé quand cette rupture est justifiée

Cass. soc. 5 juillet 2006, n°04- 46.009 P+B.

Option Finance - 04/09/2006

De la gestion à la mobilisation des agents

Un système efficace doit désormais "mobiliser" son capital humain. Les collectivités modifient leurs approches. Ex-gardiens du temple, les DRH deviennent les stratèges du développement des richesses humaines de la collectivité.

La Gazette des Communes - 18/09/2006

La GRH à l'épreuve des faits

En parallèle à la modernisation de l'État, la gestion des ressources humaines vise à introduire des techniques de management du privé dans la fonction publique. Le processus prend de l'ampleur dans les administrations publiques, pas toujours sans difficultés ni réticences.

Acteurs Publics - 26/09/2006

GESTION INTERNE

Contrôles ou contrôle interne ? Contribution au déploiement du nouveau contrôle budgétaire et comptable ministériel

Un récent décret de novembre 2005, crée auprès de chaque ministère un service de contrôle budgétaire et comptable avec en particulier un département comptable ministériel créé à cette occasion. Ce texte s'inscrit dans le prolongement de la LOLF qui, dans son article 31, accorde au comptable public de nouvelles compétences en matière de sincérité des comptes de l'Etat et du respect des procédures.

La Revue du Trésor - 30/09/2006

INTERCOMMUNALITE

Compétences des communautés urbaines

Dans le contexte de rapprochement des expériences de CU et de détermination d'indicateurs communs aux CU, l'ACUF souhaite disposer d'informations synthétiques sur les modalités d'exercice des compétences des communautés urbaines

Le Moniteur - 08/09/2006

Les huit régions du Bassin parisien relancent leur coopération

Une réunion technique se tient aujourd'hui pour définir les projets qui seront financés en commun au sein de la Conférence interrégionale du Bassin parisien lancée en mai.

Les Echos - 08/09/2006

METP / PPP

SEM / HLM

La loi ENL et les bailleurs sociaux

La loi " Engagement national pour le logement " contient un chapitre consacré aux bailleurs sociaux. Elle vise à développer l'offre de logement locatif social en élargissant notamment les compétences de certains organismes HLM et en modifiant leur régime.

La Gazette des Communes - 11/09/2006

La société publique locale d'aménagement : impasse juridique ou ballon d'essai ?

La loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (ENL) \ en son article 20, ajoute au Code de l'urbanisme un nouvel article L. 327-1 créant, à titre expérimental, les sociétés publiques locales d'aménagement. Le laconisme de la loi ne peut qu'inciter à quelques commentaires concernant cette forme nouvelle de société qui doit être rattachée à la famille de l'économie mixte locale, en quelque sorte une société d'économie mixte (SEM) du troisième type.

La Semaine Juridique - 25/09/2006

Les HLM se cherchent un nouveau délégué général

120000 logements sociaux par an. Bilan pour le ministre, Jean-Louis Borloo, quelques mois avant les élections.

Le Moniteur - 29/09/2006

Construire ce que les maires font sur le terrain

Intercommunalité, partenariats divers : pour créer et maintenir le logement social, les communes de toutes tailles travaillent de moins en moins seules.

Le Courrier des Maires - 30/09/2006

Coûteux foncier... Surmonter la pénurie

Coût excessif et pénurie de foncier sont souvent l'argument avancé pour justifier l'absence de construction de logement social. Pourtant, les maires disposent d'une palette d'outils complète.

Le Courrier des Maires - 30/09/2006

Financement : Le soutien de l'Etat reste insuffisant

Alors que le logement fait l'objet d'un «engagement national», jamais l'Etat n'a si peu soutenu le secteur social. Le recours croissant à l'aide fiscale ne peut suffire, à lui seul, à compenser les manques. D'où une implication croissante des collectivités locales.

Le Courrier des Maires - 30/09/2006

Logement social : Les clés pour construire davantage

Mais où sont les logements sociaux ? Jamais les permis de construire n'ont été délivrés en aussi grand nombre avec 410000 mises en chantier en 2005. Au bénéfice du logement privé.

Le Courrier des Maires - 30/09/2006

ASSOCIATIONS

Quand l'extinction de la dette d'une association présente un intérêt communal

Une dette " privée " peut présenter un intérêt communal et donc être légalement remboursée par la commune, comme, par exemple et en l'espèce, lorsqu'elle a été générée par une activité contribuant au développement culturel et touristique de la commune.

La Semaine Juridique - 11/09/2006

Les subventions sur le net

Décret n° 2006-887 du 17 juillet 2006, JO du 19, p. 10837.

Juris Associations - 15/09/2006

TVA sur subventions « complément de prix » : du nouveau à prévoir, mais quand ?

L'instruction du 16 juin 2006 est relativement courte : deux pages de développement pour reprendre les principes et les illustrer par des applications. Cette brièveté n'est pas le signe - tant s'en faut - du caractère anodin du contenu. Plus précisément, les commentaires de l'administration sur la notion de subvention «complément de prix» apportent quelques bouleversements. Et, avec l'évolution récente de la jurisprudence, notamment européenne, quelques questions surgissent qui sont loin d'être négligeables.

Juris Associations - 15/09/2006

Versements de subventions aux délégataires: attention à la TVA!

Les subventions n'ont pas à être prises en compte désormais pour le calcul des droits à déduction de TVA.

Le Moniteur - 29/09/2006

Conventions d'objectifs : attention aux termes

La rédaction d'une convention est obligatoire dès lors que le montant de la subvention attribuée par une collectivité à une association dépasse le seuil de 23 000 € (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000). Pour des montants inférieurs, il est tout de même conseillé de conventionner afin de préciser les obligations de chacun. Mais attention car les termes employés peuvent en requalifier la nature.

Associations mode d'Emploi - 30/09/2006

Et si la gestion de mon association n'était pas désintéressée ?

Pour une association, avoir une gestion désintéressée signifie que les dirigeants agissent sans recevoir de contrepartie financière sous quelque forme que ce soit (indemnités, salaires, loyers, avantages en nature, remboursements de frais non justifiés, attribution d'une part de l'actif...). Ce désintéressement permet de distinguer l'association de la société commerciale. Quelles sont les conséquences pour l'association s'il est remis en cause ? Scénario catastrophe.

Associations mode d'Emploi - 30/09/2006

Gratification des bénévoles : des avancées

L'une des questions les plus fréquemment posées par les responsables associatifs est la suivante : " Nous n'avons pas d'argent. Nous agissons pour le bien de tous. Est-il possible de " compenser " la charge de travail de nos bénévoles sans payer de charges sociales ? " Jusqu'à présent, la réponse était non. Plus aujourd'hui.

Associations mode d'Emploi - 30/09/2006

Politique de la ville : les associations instrumentalisées ?

La refonte de la politique de la ville dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) concerne directement les associations qui travaillent dans les quartiers les plus défavorisés. Alors que la " crise sociale des banlieues " de novembre 2005 révèle l'échec patent de cette politique dans un contexte de baisse constante des crédits depuis quelques années, cette redéfinition permettra-t-elle de redresser la barre ? À moins qu'il ne s'agisse que d'un changement de vocable.

Associations mode d'Emploi - 30/09/2006

DELEGATIONS

Gestion des services publics d'assainissement et développement durable

Depuis la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, une prise en compte du volet environnement du développement durable s'est imposée dans la gestion des services d'assainissement, faisant de ces services techniques urbains d'authentiques services publics environnementaux Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

La distinction délicate entre subvention et délégation de service public

Une convention prévoyant, sur le fondement de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, l'attribution d'une subvention à une association ne constitue pas, eu égard à l'indépendance de l'activité de l'association par rapport à celle de la commune et à sa préexistence par rapport au financement communal, une délégation de service public au sens des dispositions de l'article L 1411-1 du code général des collectivités territoriales. AJDA - 11/09/2006

Les entreprises, principaux financeurs des transports collectifs

La taxe transport a bondi de plus de 90% entre 1992 et 2003. Une inflation qui suscite la grogne des employeurs. L'Usine Nouvelle - 17/09/2006

Paris sélectionne ses éboueurs sur concours écrit

Une rédaction, des QCM : pour choisir parmi des milliers de candidats, les services de la Propreté de la capitale ont durci les épreuves au point d'avoir 15 % de bacheliers derrière les bennes à ordures ! Le Figaro - 28/09/2006

Contrat de partenariat et DSP : quelles différences ?

Réponse à la question n° 95948, JO Assemblée nationale du 27 juin 2006, p. 6843. Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/09/2006

DIVERS

Le fonctionnement des CCAS et des CIAS

Les affaires des centres d'action sociale sont réglées par délibération de leur conseil d'administration.
La Gazette des Communes - 25/09/2006

Pourquoi faut-il requalifier les hôpitaux publics en EPIC ?

L'évolution récente de la réglementation relative au fonctionnement et au financement des établissements publics de santé conduit à s'interroger sur la pertinence du caractère administratif des hôpitaux publics. La logique libérale, qui prévaut actuellement sur les structures hospitalières impose, en effet, de conférer à ces derniers un statut industriel et commercial, sauf à risquer de voir disparaître des secteurs entiers du service public hospitalier.
AJDA - 25/09/2006

Quelles valeurs les entreprises mettent-elles en avant ?

Outil de management, outil de communication, les valeurs de l'entreprise servent à renforcer l'adhésion des salariés. Une étude dresse un panorama des plus en vogue.
La Tribune - 25/09/2006

Maisons de retraite : objectif 5 000 places par an d'ici 2012

Le plan solidarité grand âge succédera au plan vieillissement et solidarités. Objectif : maintenir le rythme de création de maisons de retraite tout en doublant le taux d'encadrement pour les personnes dépendantes et en limitant les tarifs d'hébergement.
Maires de France - 30/09/2006

MARCHES PUBLICS

Certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

Arrêté du 28 août 2006 ministère de l'économie, des finances et de l'industrie JO du 29 août 2006 - NOR: ECOM0620007A
Le Moniteur - 01/09/2006

Code 2006 : ce qui change le 1er septembre

Le Code des marchés publics entre en vigueur le 1er septembre 2006. Tous les marchés notifiés à partir de cette même date sont soumis, pour leur exécution, aux dispositions du Code 2006.
Le Moniteur - 01/09/2006

Dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés

Arrêté du 28 août 2006 ministère de l'économie, des finances et de l'industrie JO du 29 août 2006- NOR:ECOM0609A
Le Moniteur - 01/09/2006

Directives communautaires et marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics

Issue de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 (JO 7 juin), la catégorie regroupant certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics est pour le moins énigmatique. Il s'agit pourtant de l'une des pièces maîtresses de l'édifice que le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant Code des marchés publics (JO 4 août) vient d'achever.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

La transposition du droit communautaire par le Code des marchés publics : un nouveau coup d'essai

L'un des principaux objectifs de la réforme du Code des marchés publics était la transposition en droit interne de la directive CE n° 2004/18 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de : fournitures, dans le respect du Traité CE.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

Les documents constitutifs du marché

L'acte d'engagement occupe toujours une place plus prépondérante. Les cahiers demeurent une pièce importante du marché, même si l'obsolescence des documents généraux présente l'inconvénient de complexifier le régime applicable
Le Moniteur - 01/09/2006

Les marchés publics : un acte économiquement responsable sous le contrôle du juge

Un marché public est un acte d'adhésion aux clauses de l'administration. Jusqu'alors, les entreprises devaient se plier avec plus ou moins de bonne grâce à l'exercice de ce droit quasi régalién, le juge administratif n'intervenant le plus souvent que par application d'un contrôle minimal de la bonne économie de la passation de l'achat.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

Les nouvelles règles de passation des marchés publics : pas d'abolition au JO du 4 août

Le nouveau code procède à une redéfinition des conditions d'évaluation des besoins et des règles de désignation des personnes chargées de mettre en oeuvre les procédures de marché
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

Modèles d'avis pour la passation et l'attribution des marchés publics et des accords-cadres

Arrêté du 28 août 2006 ministère de l'économie, des finances et de l'industrie JO du 29 août 2006, NOR: ECOM0620015A
Le Moniteur - 01/09/2006

Nouveau code des marchés publics : une réforme dans le continuité

Un code en deux parties construit autour de quatre notions clefs
La Lettre du Cadre Territorial - 01/09/2006

Recensement des marchés publics et de certains contrats soumis à des obligations de mise en concurrence

Décret n° 2006-1071 du 28 août 2006, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie - JO du 29 août 2006
Le Moniteur - 01/09/2006

Le code des marchés publics nouveau est arrivé

Le nouveau code des marchés publics issu d'un décret du 1er août 2006 est entré en vigueur le 1er septembre 2006. Accompagné d'une circulaire d'application, le nouveau texte cherche à davantage responsabiliser les acheteurs publics en introduisant plus de souplesse pour certains marchés.
AJDA - 04/09/2006

Les PME et les marchés publics

La commande publique représente en effet un vecteur clef de la croissance économique qui mobilise tous les secteurs d'activité et met à rude épreuve les capacités innovantes des entreprises
Les Echos - 05/09/2006

Absence de prix parmi les critères d'appréciation des offres

Arrêt n° 280197 du 28 avril 2006, Conseil d'Etat, commune de Toulouse
Le Moniteur - 08/09/2006

Code 2006 : les nouveaux délais

Le Code 2006 tire parti des dispositions européennes pour permettre, désormais aux pouvoirs adjudicateurs de réduire sensiblement les délais dans toutes les procédures.
Le Moniteur - 08/09/2006

Les seuils et l'application des procédures

Les seuils définis notamment à l'article 26, permettent de déterminer l'application des procédures. Ce principe connaît cependant des exceptions, et les montants des seuils sont eux-mêmes différenciés afin de tenir compte de la spécificité de certains marchés
Le Moniteur - 08/09/2006

Possibilité de compléter les pièces d'une offre

Arrêt n° 283942 du 28 avril 2006, Conseil d'Etat, syndicat mixte de gestion et de travaux pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés de la zone ouest du département de l'Hérault
Le Moniteur - 08/09/2006

Réduction du nombre de lots d'un marché lors de son renouvellement

Arrêt n° 288435 du 10 mai 2006, Conseil d'Etat - Société Schiocchet
Le Moniteur - 08/09/2006

Accès à la commande publique pour une société récemment créée

Le Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles il est possible de faciliter l'accès à la commande publique des sociétés récemment créées qui ne sont pas en mesure de produire certaines des pièces exigées par l'avis d'appel d'offres.
AJDA - 11/09/2006

CCTG, CCTP: la marche à suivre

Bien analyser les besoins de la collectivité est un préalable. Il est possible d'adapter au marché les clauses de CCTP déjà éprouvés.
La Gazette des Communes - 11/09/2006

La définition des besoins et les spécifications techniques

Le nouveau code est applicable depuis le 1er septembre. "La Gazette" publie une série de fiches exposant les modifications apportées.
La Gazette des Communes - 11/09/2006

Conclure un accord-cadre ou un marché à bons de commande

Il ne s'agit pas d'une complication supplémentaire mais de deux solutions distinctes pour gérer des rythmes et des quantités d'achats non connus à l'avance. Ces deux montages contractuels sont à coupler pour répondre à des besoins de gestion économique et budgétaire.

Le Moniteur - 15/09/2006

Vue générale des organes de l'achat public

La notion d'acheteur public regroupe un tissu varié d'organes qui ont des attributions spécialisées et complémentaires. Le Code 2006 apporte une modification importante en supprimant la notion de personne responsable du marché, qui constituait en 2004 son fer de lance en la matière Le Moniteur - 15/09/2006

Les groupements de commande

Le nouveau code est applicable depuis le 1er septembre. "La Gazette" publie une série de fiches exposant les modifications apportées.

La Gazette des Communes - 18/09/2006

Maîtriser la déclaration d'infructuosité : la distinction entre les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées (Fiche 1)

La distinction entre les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées est fondamentale dans le nouveau Code des marchés publics. Elle devra être utilisée à chaque fois que se présente une offre irrecevable ou "non-conforme", pour parler comme l'ancien code ; et surtout, elle sera déterminante dans l'utilisation des différentes procédures de marchés négociés suite à appel d'offres ou dialogue compétitif infructueux. Une sage précaution consistera à n'utiliser qu'avec modération la qualification d'offre inappropriée ouvrant la possibilité de passer des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence, tant que celle-ci n'aura pas été clairement définie par la jurisprudence ou la réglementation.

La Semaine Juridique - 18/09/2006

Comment déclarer le marché infructueux

La déclaration d'infructuosité est une décision administrative constatant qu'une procédure de passation n'a pas débouché sur une offre satisfaisante.

Le Moniteur - 22/09/2006

La détermination des besoins

Etape préalable à tout achat, la détermination des besoins est une démarche qui s'est peu à peu complexifiée et qui fait aujourd'hui l'objet d'un contrôle administratif et juridique attentif

Le Moniteur - 22/09/2006

Le Code des marchés publics prend du poids

Evolution du volume depuis 2001

Le Moniteur - 22/09/2006

Pas de chantage pour la garantie de paiement

La garantie de paiement est prévue par le Code civil pour protéger l'entrepreneur contre le maître d'ouvrage. L'entrepreneur impayé de ses travaux est en droit de quitter le chantier après mise en demeure restée sans effet à l'issue de quinze jours. Le juge ne sera pas dupe si le maître d'ouvrage résilie le marché au prétexte d'un abandon de chantier. L'entrepreneur abusivement évincé pourra obtenir des dommages-intérêts.

Le Moniteur - 22/09/2006

Les préoccupations sociales et environnementales

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats à un marché de produire des certificats de qualités

La Gazette des Communes - 25/09/2006

Nouveau code des marchés publics : le champ d'application

Les marchés qui ont été notifiés avant le 1er septembre 2006 restent régis par les dispositions du code 2004

La Gazette des Communes - 25/09/2006

L'achat public en ligne change l'administration

Après presque deux ans de pratique, les acheteurs publics semblent convertis à la dématérialisation. Les entreprises aussi, même si la quantité d'offres transmises en ligne demeure encore marginale. Retour sur une course de fond où le secteur public devance le privé.

Acteurs Publics - 26/09/2006

Le public pose ses conditions

Aide à l'insertion, préservation de l'environnement... Les achats publics peuvent constituer des moyens d'action. À condition de respecter le code à la lettre.

Acteurs Publics - 26/09/2006

Infructuosité : le juste prix

Le Code 2006 ne se borne pas à encadrer strictement la décision d'infructuosité en renforçant les règles de fond et de compétence obligatoires pour le pouvoir adjudicateur |

Le Moniteur - 29/09/2006

Les professionnels réagissent

Le Code des marchés publics 2006 est entré en vigueur le vendredi 1er septembre. Le «Moniteur» a voulu savoir ce qu'en pensent les principaux intéressés. Chaque semaine dans cette page, les professionnels réagissent et soulignent quels sont, à leurs yeux, les principaux points positifs et négatifs du texte.

Le Moniteur - 29/09/2006

L'organisation de la publicité et l'information des candidats

La jurisprudence récente tend à soumettre le régime de la publicité, non seulement au respect de formes imposées, mais aussi à un minimum d'efficacité. L'objectif est de permettre aux entreprises susceptibles d'être intéressées d'accéder à l'information

Le Moniteur - 29/09/2006

Quand le maire signe avant d'y être autorisé

Lorsqu'un édile signe un marché avant que la délibération l'y autorisant ait été prise, cela constitue une cause de nullité absolue du marché

Le Moniteur - 29/09/2006

50 questions sur le Code des marchés publics

Le code des marchés publics a été modifié par le décret n° 2006-975 du 1er août 2006

Le Courrier des Maires - 30/09/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

Evaluation publique : la route est longue

L'expérience est une somme d'erreurs renouvelées... L'adage populaire montre s'il en était besoin l'importance que les collectivités devraient donner à l'évaluation de leur politique publique car si l'évaluation est aujourd'hui... sur toutes les lèvres, elle a du mal à prendre place dans la réalité.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/09/2006

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

Le gouvernement va actualiser la législation relative aux archives

Les modifications proposées par le projet de loi ont cinq objectifs essentiels : adapter le droit applicable aux archives publiques; faciliter l'accès aux archives publiques; donner un statut juridique aux archives des autorités politiques ; améliorer la protection des archives privées classées ; renforcer la protection des archives au moyen d'un réajustement des sanctions pénales.

Bulletin Quotidien - 06/09/2006

Optimisez votre communication client !

Outil de conquête et de fidélisation des clients, la communication est un précieux allié de la stratégie de votre entreprise. Il faut en soigner le fond autant que la forme. Et nul besoin d'être une multinationale pour concevoir une campagne efficace.

L'Usine Nouvelle - 14/09/2006

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Compétitivité : Paris se mobilise

La gestion d'actifs et la recherche seront les moteurs du nouveau pôle francilien « Industrie financière » qui doit voir le jour.

L'Agefi - 06/09/2006

XAnge va soutenir la croissance des PME rentables

Acteur du financement de l'innovation, XAnge élargit son champ d'intervention au capital-développement avec la création de son premier FCPR, XPansion, qui a déjà réuni 35 millions d'euros.

Les Echos - 06/09/2006

« Le dispositif France Gazelles doit permettre aux PME de grandir rapidement »

Le statut fiscal et social de la gazelle est créé. Deux milliards d'euros seront levés à travers des fonds de fonds publics et privés pour financer la croissance des PME.

La Tribune - 07/09/2006

L'intervention économique des collectivités publiques : mode d'emploi

Statuant sur la légalité du décret du 19 octobre 2004 créant la mission d'appui aux contrats de partenariat, l'Assemblée du contentieux délivre sa vision contemporaine de l'intervention de la puissance publique dans la sphère économique.

AJDA - 11/09/2006

Eurocopter appelle les collectivités à l'aide

Le premier fabricant mondial d'hélicoptères voit son développement à Marignane, dans les Bouches-du-Rhône, bridé par des problèmes de place et de transport. L'industriel demande le soutien des élus pour concrétiser le plan de développement de son siège social.

L'Usine Nouvelle - 14/09/2006

Développement social local : la Manche s'engage

Le conseil général de la Manche s'est lancé dans le développement social local. Une démarche qui répond concrètement aux besoins des habitants, pour un coût modeste et en permettant aux professionnels de faire évoluer leurs méthodes

La Lettre du Cadre Territorial - 15/09/2006

Bercy installe un observatoire des délais de paiement

Le champ d'analyse couvrira l'industrie, les services et l'Etat.

Le Figaro - 19/09/2006

Comment faire face à une enquête de concurrence

Les amendes prononcées pour entente anticoncurrentielle ou abus de position dominante sont de plus en plus lourdes. C'est pourquoi les entreprises doivent s'organiser pour prévenir de tels comportements. Mais il faut aussi se tenir prêt pour affronter, au mieux, la visite surprise des agents de la concurrence.

Le Moniteur - 19/09/2006

Les banques n'exploitent qu'en partie le potentiel des TPE

Il manque aux banques une approche différenciée sur le créneau des petites entreprises

Option Finance - 25/09/2006

Contrôle de l'efficacité de l'interventionnisme économique local : efficacité des contrôles public

Le principe d'efficacité et de lisibilité des politiques publiques apparaît depuis une vingtaine d'années comme une exigence forte de l'action publique (réforme de la " constitution financière" avec la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ou refonte du droit des contrats et des marchés publics avec l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée et l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat ou le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant Code des marchés publics par exemple). CE, 7 juin 2006, n° 286350, M. Asselin
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/09/2006

Oseo : une aide précieuse à l'éco-industrie

Le groupe Oseo, issu du rapprochement de l'Anvar et de la BDPME, constitue un outil non négligeable de financement de l'innovation et du développement des éco-industries.
Environnement Technique - 30/09/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Quel avenir pour les pays ?

Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire sur l'avenir des pays
Le Moniteur - 01/09/2006

La France des autoroutes Malus pour l'environnement

Avec 2 900 kilomètres de voies nouvelles d'ici à 2025, le réseau sera l'un des plus denses d'Europe. Cette perspective, qui devrait entraîner un accroissement du trafic automobile, premier émetteur de gaz à effet de serre, suscite de vives oppositions
Le Monde - 19/09/2006

ENVIRONNEMENT

Le développement durable dans les marchés publics : une réforme ou un vœu pieux ?

La dernière mouture du Code des marchés publics applicable à compter du 1er septembre 2006 accorde une place particulière au développement durable. Le nouveau Code s'inscrit ainsi ! dans la tendance dégagée dès la fin des années 1990 : élargir les objectifs de l'achat public à des considérations plus larges que les seuls besoins des acheteurs publics. L'achat public devient ; alors un moyen pour atteindre des objectifs essentiels pour les pouvoirs publics, au premier rang desquels la protection de l'environnement
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

Diminuer l'impact des activités de l'administration sur l'environnement : étude sur l'utilisation par les collectivités territoriales des normes volontaires de management environnemental ISO 14 001 et SMEA

Initiées par les entreprises, les démarches qualité-environnement, intéressent aujourd'hui autant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale que celles-ci. A travers le programme "administrations éco-responsables" l'Etat, dans le cadre de la Stratégie nationale du développement durable (SIMDD) adoptée en juin 2003, propose une méthode adaptable à toutes les personnes publiques
Canard Enchaîné - 01/09/2006

La boîte à outils de l'achat public écologique

Le décret n° 2006-975 du 1er août portant Code des marchés publics est entré en vigueur le 1er septembre 2006. Il confirme une orientation adoptée depuis 2004, offrant aux collectivités territoriales une palette d'outils juridiques complète permettant d'intégrer des considérations environnementales dans leur achats.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

L'assainissement

Des questions de santé publique aux calculs savants pour préserver notre écosystème en passant par l'indispensable maillage de réseaux où circulent ces effluents précieux et réutilisables, l'assainissement est au centre des décisions politiques et économiques qui se prendront à l'échelon européen, pour ce qui est des directives, à l'échelon national, régional ou local, pour ce qui est de la mise en oeuvre des solutions retenues
Revue des Collectivités Locales - 01/09/2006

Le développement durable dans les marchés publics : une réforme ou un vœu pieux ?

La dernière mouture du Code des marchés publics applicable à compter du 1er septembre 2006 accorde une place particulière au développement durable. Le nouveau Code s'inscrit ainsi ! dans la tendance dégagée dès la fin des années 1990 : élargir les objectifs de l'achat public à des considérations plus larges que les seuls besoins des acheteurs publics. L'achat public devient ; alors un moyen pour atteindre des objectifs essentiels pour les pouvoirs publics, au premier rang desquels la protection de l'environnement
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

La recherche dope les fosses toutes eaux

Les expérimentations menées par Sotralentz lui permettent d'améliorer l'efficacité de ses cuves d'assainissement autonome. Grâce à l'étude des écoulements et à l'utilisation de copeaux de polypropylène, la filtration et la maintenance sont améliorées.
Le Moniteur - 29/09/2006

10 ans : l'âge de maturité pour l'ISO 14001 ?

La norme ISO 14001 vient d'avoir 10 ans. Si à ses débuts, elle se concentrait exclusivement sur des performances environnementales, aujourd'hui l'évolution des besoins des entreprises ont amené à élargir son champ d'action. Bilan des évolutions passées en futures ainsi que des limites
Environnement Technique - 30/09/2006

Déchets

Les déchets sont un des premiers axes d'amélioration possibles dans les entreprises en matière d'environnement. Il s'agit d'un domaine évolutif tant sur le plan réglementaire que technique. Il est important pour les producteurs de bien connaître leurs obligations par catégories de déchets, afin de s'assurer que les prestations qu'on leur propose sont adaptées.

Environnement Technique - 30/09/2006

La prévention des déchets : une nouvelle ambition après le tri

1 kilo est le poids de déchets produit par habitant et par jour. 50 millions de tonnes est la quantité annuelle de déchets municipaux

Maires de France - 30/09/2006

Raccordement des entreprises au réseau public d'assainissement

Le raccordement des entreprises au réseau public d'assainissement fait l'objet d'une réglementation disparate pouvant prêter à confusion, en particulier en ce qui concerne l'autorisation de déversement et la convention de déversement. L'entreprise raccordée exerce sa responsabilité vis-à-vis d'enjeux environnementaux, sanitaires et financiers. La jurisprudence apporte des éclairages sur les pratiques en ce domaine.

Environnement Technique - 30/09/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Départements: L'inexorable hausse des dépenses d'action sociale

La prise en charge financière du handicap s'annonce comme une bombe à retardement. Les contrats d'avenir : une nouvelle bataille?

La Gazette des Communes - 11/09/2006

Les finances des collectivités locales sont saines en 2006

Selon Dexia Crédit Local, les investissements devraient croître de 7 % cette année. Les collectivités tirent profit du dynamisme de leurs recettes fiscales. Le taux des impôts locaux progresse de 2,4 %.

La Tribune - 12/09/2006

Le financement du RMI reste la préoccupation centrale des départements

L'Assemblée des départements de France se réunit en congrès à Reims. Selon Dexia, le coût du RMI pour les départements devrait s'alourdir de 300 millions d'euros en 2006.

Le Monde - 13/09/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

MONDE, EUROPE

PATRIMOINE

Les entreprises trouvent des parades à la baisse des crédits

300 chantiers de restauration de monuments historiques sont interrompus ou différés cette année, à cause de la rareté des crédits budgétaires. Les entreprises s'adaptent plus ou moins facilement. Le ministre de la Culture promet des recettes nouvelles.

Le Moniteur - 08/09/2006

Droits du «sous-occupant» du domaine public

Ordonnance du 26 mai 2006 n° 293501 - Conseil d'Etat - Société du Yacht Club International de Marina Baie es Anges

Le Moniteur - 22/09/2006

Urgence à demander l'expulsion du domaine public

Arrêt du 2 juin 2006 - N° 286465 - Conseil d'Etat - Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille – Provence

Le Moniteur - 22/09/2006

SIG : Carte d'identité des territoires

80% des informations traitées par une collectivité sont géolocalisées. Un gisement essentiel.

La Gazette des Communes - 25/09/2006

Patrimoine : protéger pour valoriser

Châteaux, chapelles, églises, le patrimoine architectural français est riche. Mais si l'on y ajoute sculptures, tableaux, recueils anciens, cela constitue un ensemble culturel majeur que les communes ont, pour une bonne part, le soin de conserver et de valoriser.

Maires de France - 30/09/2006

URBANISME

Logement: relancer l'offre locative sociale

La Gazette a enquêté auprès des principaux acteurs du logement social pour dresser un premier bilan de la décentralisation des politiques du logement
La Gazette des Communes - 11/09/2006

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Les autorisations d'urbanisme et la loi "ENL "

Votée à peine 6 mois après la signature de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux autorisations d'urbanisme (JO 9 déc), qu'elle ratifie, la loi portant engagement national pour le logement (ENL) du 13 juillet 2006 (JO 16 juill.) poursuit les objectifs du rapport Pelletier (janvier 2005) visant à sécuriser les autorisations d'urbanisme tant dans la phase de délivrance par l'autorité administrative, que dans la phase contentieuse concernant les recours en annulation devant le juge administratif et les actions en démolition devant le juge judiciaire
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/09/2006

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

COMPTES DE CAMPAGNE

Les conséquences d'un tract tardif en présence d'un faible écart de voix

En dépit d'un faible écart de voix entre les candidats, des tracts qui ne comportent pas d'éléments nouveaux de propagande, auxquels les candidats visés ont la possibilité de répondre, dont la distribution est limitée ou le contenu n'excède pas les bornes de la polémique électorale n'affectent pas la sincérité de scrutins.

AJDA - 04/09/2006

Quand la démission du maire constitue une manœuvre

Constitue une manœuvre de nature à entacher la régularité de l'élection du maire et des adjoints le fait pour le maire sortant, déclaré inéligible par le juge pénal, de démissionner de sa seule fonction de maire dans le but d'y participer à l'élection de son successeur et d'éviter la tenue de nouvelles élections municipales.

AJDA - 11/09/2006

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a présenté hier son neuvième rapport annuel 2005-2006

Pour la période du 1er janvier 2005 au 30 juin 2006, la commission a contrôlé 353 comptes de campagne répartis en 59 élections partielles (législatives, municipales, cantonales ou territoriales).

Bulletin Quotidien - 29/09/2006